

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

IDCC : 1596. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

AVENANT DU 19 MARS 2008
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1^{ER} AVRIL 2008
(BRETAGNE)

NOR : ASET0850668M
IDCC : 1596

Entre :

La fédération régionale du bâtiment de Bretagne ;
L'union régionale CAPEB Bretagne ;
La fédération Ouest des SCOP du BTP,

D'une part, et

L'union régionale CFTC bâtiment,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le barème des salaires minima applicables du 1^{er} avril 2008 au 31 décembre 2008 (base 35 heures hebdomadaires, soit 151,67 mensuelles) en application des articles 12.8 et 12.9 de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés), et conformément à l'accord du 12 février 2002 sur les barèmes des salaires minima des ouvriers et ETAM du bâtiment, résulte du tableau ci-après.

(En euros.)

CATÉGORIE professionnelle	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL (151,67 heures)	TAUX HORAIRE minimum
Niveau 1 Ouvriers d'exécution :			
– position 1	150	1 320,00	8,70
– position 2	170	1 325,00	8,74
Niveau 2 Ouvriers professionnels	185	1 414,60	9,33
Niveau 3 Compagnons professionnels :			
– position 1	210	1 568,60	10,34
– position 2	230	1 691,80	11,15
Niveau 4 Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe			
– position 1	250	1 815,00	11,97
– position 2	270	1 938,20	12,78

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

- la partie fixe (PF) à 275 € ;
- la valeur du point (VP) à 6,16 €.

Article 2

Le présent barème des salaires minima entrera en application à compter du 1^{er} avril 2008 et jusqu'au 31 décembre 2008.

Article 3

Disposition exceptionnelle

Si l'équilibre de l'accord se trouvait, au cours de son exécution, bouleversé par la survenance de circonstances économiques imprévues, les parties signataires s'engageraient à ouvrir une négociation dans les plus brefs délais.

Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction départementale du travail et de l'emploi d'Ille-et-Vilaine et remis au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Rennes.

Article 5

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité.

Fait à Rennes, le 19 mars 2008.

(Suivent les signatures.)